

# Katrina

## Quand l'injustice crée l'impuissance

PAR ANNE-MARIE IMPE ET JEAN-PAUL MARTHOZ

La catastrophe provoquée par l'ouragan Katrina a révélé une image des Etats-Unis d'autant plus choquante que cette « autre Amérique », échouée du mauvais côté de la fracture sociale et raciale, avait pratiquement été gommée de notre univers mental. Depuis des années, presque aucun journaliste ne s'aventurait dans les quartiers pauvres du pays le plus riche du monde et la présence de Colin Powell et de Condoleezza Rice au sommet de l'Etat semblait suffire pour décréter que les Etats-Unis avaient spectaculairement résolu leur question raciale. La prospérité américaine était devenue un postulat. Un dogme. Un aveuglement.

Les débats sur l'hyperpuissance américaine, l'agressivité rhétorique des néoconservateurs, mais aussi le punch des New-Yorkais après les attentats du 11 septembre, n'avaient fait que renforcer cette image. L'Amérique était, certes, malmenée par le chaos irakien, mais elle semblait capable d'affronter, chez elle, les plus graves défis et, *a fortiori*, les menaces d'un ouragan.

La réflexion sur Katrina ne doit dès lors pas se limiter à l'examen du fiasco des autorités locales et fédérales. La faute n'est pas seulement technique ou organisationnelle, elle est avant tout politique. L'effarante lenteur du président Bush à réagir, alors que toutes les chaînes de télévision montraient des milliers de personnes errant en pleine détresse, donne une idée du fossé qui s'est creusé entre les autorités et cette « Amérique d'en bas » qu'elles veulent ignorer, mais qu'elles ont contribué à créer, en démantelant les services publics et en négligeant les infrastructures les plus essentielles.

Depuis les années 1980, les inégalités sociales se sont fortement accentuées aux Etats-Unis. Le sens du bien commun s'est

étiolé face à la célébration de l'individualisme, dessinant une nouvelle géographie de l'exclusion et de l'indifférence, dont l'ouragan a été le terrible révélateur.

Ce modèle, qui a dramatiquement montré ses limites et ses risques à l'intérieur des Etats-Unis, est aussi celui que l'administration Bush propose au reste du monde. Comme le signalait récemment George Perkovich du *Carnegie Endowment for International Peace* dans la revue *Foreign Affairs*, la justice sociale est le « *principe manquant* » dans la rhétorique américaine de la liberté. Dès lors, explique l'auteur, le discours néoconservateur sur la promotion de la démocratie est perçu par beaucoup comme « *une licence pour les riches et les puissants de profiter des pauvres et des faibles* » (1).

C'est en raison de cet oubli des principes d'égalité et de fraternité que l'Amérique s'est embourbée dans le désastre de Katrina. Et c'est à cause de cette même indifférence à l'égard de la justice sociale qu'elle risque de perdre la guerre contre le terrorisme.

L'Europe qui arbore partout son « autre modèle » et se targue un peu facilement de sa différence doit aussi en tirer les leçons, car les inégalités ont également augmenté en son sein et le fossé entre les « élites » et les simples citoyens s'est élargi.

Or, les débats européens semblent encore dominés, d'un côté, par les dévots d'un système américain aujourd'hui mis à nu et, de l'autre, par les nostalgiques de révolutions impossibles ou d'idéologies déchues. L'urgence est de sortir de ces deux discours qui mènent pareillement à l'impasse. Il s'agit, comme l'écrivait Emmanuel Mounier, de « *débloquer l'esprit politique* ». Pour que la justice et la solidarité deviennent les fidèles compagnons de la liberté.

(1) PERKOVICH George, « Giving Justice Its Due », *Foreign Affairs*, July/August 2005, pp.79-93.